



247, Rue Saint Jacques
75005 Paris
Tél. : +(33) 1 56 81 10 25



**Groupe de recherche international
"Savoirs artistiques et traités d'art".**

Colloque international

« Architecture et Politique »

organisé par
la Société Française des Architectes
en partenariat avec
le CNRS (GDRI "Savoirs artistiques et traités d'art")

Ce colloque aura lieu
dans les locaux de la Société Française des Architectes
247, rue St Jacques, 75005 Paris
(entrée libre et gratuite)

les 1^{er} et 2 Juin 2012

Colloque réalisé avec le soutien de l'Urbaine de Travaux



Thématique

Que peut l'architecture ? Qu'en est-il du projet architectural et urbain comme moyen de transformation du monde ? Qu'en est-il de l'architecture comme objet d'intérêt public, et de son rôle dans les processus de transformation sociale ? A quel degré l'architecture participe-t-elle encore de la planification du réel ? Ces questions nous conduisent à nous interroger sur le sens et sur l'autorité du projet architectural et urbain aujourd'hui.

En nous appuyant sur une analyse de l'évolution de la discipline durant ces dernières décennies, nous nous interrogerons sur ce que l'architecture peut défendre, alors que ce qui reste de son « empire » semble être convoité de toutes parts. L'affaiblissement des Etats et du politique, la puissance des fonds privés et des médias, la spectacularisation du monde et l'instantanéité des événements, le « court-termisme » qui gouverne certaines décisions des élus, le développement de techniques hors de tout projet social, l'accumulation des normes, le déficit et la confusion de la demande architecturale et urbaine elles-mêmes... tout cela bouscule les principes fondateurs du projet architectural : traduire dans l'espace habité les valeurs dans lesquelles se reconnaissent nos sociétés, accueillir les hommes, transformer la nécessité pratique en un projet symbolique.

La thématique principale « Architecture et Politique » est aussi un moyen d'interroger les rapports au temps, à l'environnement, et à la société civile, que la pratique architecturale est aujourd'hui amenée à repenser, aux côtés d'autres questions actuelles. Quels liens se tissent entre l'architecture et le pouvoir ? Quels effets ont-ils sur la transformation de la discipline ? Comment le rapport entre les édifices et l'espace public a-t-il évolué de par le monde ? Il s'agira également de se demander ce que peut l'architecture lorsque la permanence des édifices est mise en question par l'instabilité des programmes, et quel destin lui réservent la « société liquide » et les nouvelles techniques de l'information.

VENDREDI 1^{ER} JUIN

Des modifications pourraient survenir après la rédaction du présent programme nous vous invitons à consulter la mise à jour sur notre site internet www.sfarchi.org

10h30

Franco La Cecla

Université San Raffaele, Milan

Où est l'architecture engagée ?

Peut-on parler d'une architecture engagée ? L'architecture a-t-elle encore un véritable rôle social à jouer, qui ne se réduise pas à une option « bénévolat » ? Aujourd'hui tout projet est porteur d'un enjeu social, qu'il s'agisse d'un centre commercial à Bangkok ou d'un immeuble dans la banlieue parisienne. L'histoire de l'équipe *Architecture for Humanity* est exemplaire : cette organisation est devenue une des plus grandes agences du monde, avec 50.000 professionnels et un budget supérieur à celui d'un bureau d'un « archistar ».

La mission de l'architecture aujourd'hui est de comprendre son rôle dans un monde globalisé, où une idée d'habitat produite en Europe peut transformer, détruire, sauvegarder la manière de vivre dans des villes d'Asie ou d'Amérique Latine.

L'architecture peut améliorer la qualité de vie de millions de personnes, à condition qu'elle daigne dépasser sa crise d'adolescence pour devenir une science de la beauté et de la convivialité construites.

11h00

Jean-Pierre Garnier

CNRS - IPRAUS

L'architecture entre le politique et la politique

Mettre en relation architecture et politique pose un problème d'ordre à la fois épistémologique, scientifique... et politique. Il y eut des époques, qui apparaissent déjà lointaines, où le caractère politique de l'activité architecturale apparaissait comme une évidence. Les années 20 du siècle dernier, pour ne pas remonter plus haut, avec le Bauhaus, le futurisme et le constructivisme, où les architectes les plus en vue s'attelaient explicitement à l'édification d'un monde voire d'un ordre nouveau, et, plus récemment, la fin des années 60 et le début des années 70, celles de la « contestation », où leurs successeurs prétendaient vouloir « changer la ville pour changer la vie ». Dans les deux cas, au-delà des divergences et des oppositions sur le type de société à promouvoir et les moyens d'y parvenir, le concept de « politique » avait quelque chose à voir, ne serait-ce parfois que de manière antithétique, avec celui d'émancipation.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Outre la dépolitisation massive qui, au cours des décennies qui suivirent, a touché la profession comme l'ensemble de la petite bourgeoisie intellectuelle dont elle fait partie intégrante, la politique, quand elle est remise sur le tapis, est identifiée et réduite au politique, c'est-à-dire à l'étatique, au niveau national ou local. Peut-être le moment est-il venu, alors qu'il est question parmi nombre de spécialistes de l'urbain, dont les architectes, les urbanistes et les paysagistes, de redonner sens à l'urbanisation d'un monde simultanément guetté par la décomposition sociale et la dévastation écologique, de s'aviser que ce monde est plus que jamais capitaliste et d'en tirer toutes les implications. En particulier la nécessité du retour d'une pensée critique radicale sur l'espace.

11h30

Olivier Gahinet
ENSA de Strasbourg

L'art du don Esquisse pour une architecture démocratique

Lors d'un entretien avec Hugh Downs réalisé en 1953, Frank Lloyd Wright déclarait : « la fenêtre d'angle témoigne d'une idée qui m'est venue dès mes premiers travaux, à savoir que la boîte est un symbole fasciste. L'architecture de la liberté et de la démocratie nécessitait quelque chose de radicalement meilleur qu'une boîte. Je me suis donc mis à détruire la boîte en tant que bâtiment ».

On assiste depuis trente ans au retour spectaculaire de cette boîte détestée par Wright. Sous ses emballages multiples, elle est le symbole du « grand bond en arrière » qui marque la discipline comme il marque la société tout entière. L'architecture moderne, celle qui libérait l'homme en détruisant la boîte, semble sur le point de succomber sous les coups des modes successives, modes qui, en fait, se réduisent à une seule que l'on pourrait nommer l'architecture mondaine.

Contre cette architecture de l'esbroufe, de la mode qui se démode et de l'emballage sans cadeau dedans, il faut bien sûr continuer à offrir des bâtiments qui permettent de vivre mieux et de construire la ville. Mais on doit aussi se demander comment l'architecture d'aujourd'hui pourrait parler d'une société meilleure, où la fraternité serait un idéal aussi fortement affirmé que la liberté et l'égalité.

Pour cela, on présentera quelques pistes menant vers une véritable architecture démocratique. Celle-ci n'est pas « l'architecture de la démocratie » (il y a eu des bâtiments démocratiques dans certaines sociétés totalitaires) ni une quelconque architecture participative : c'est une architecture savante. On cherchera à la définir notamment par le biais de ce que j'ai appelé le bâtiment démocratique, ce bâtiment qui transcende son programme pour devenir une représentation de la participation de tous à la vie de la cité, et qui incorpore en son cœur (et montre au dehors) un espace urbain où l'on échange et où l'on partage.

12h00

Béatrice Hibou
CNRS

Architecture et urbanisme : vecteurs de domination ?

Cette intervention portera sur la diversité et les modes de fonctionnement des formes de domination inhérentes au néolibéralisme, dans une compréhension de ce dernier non en tant que pensée, idéologie ou utopie, mais en tant que système hétérogène de pratiques et de technologies de pouvoir.

A partir d'une lecture inspirée de Max Weber (approche d'économie politique), de Michel Foucault (pour ce qui est de la conception du pouvoir) et de Michel de Certeau (compréhension des pratiques quotidiennes), elle cherchera à comprendre comment les dispositifs économiques et socio-politiques qui accompagnent et structurent les projets urbanistiques et architecturaux sont simultanément les vecteurs de rapports de force et de relations de pouvoir qui nécessairement transforment ces mêmes projets. Comment se conjuguent les logiques de domination et les logiques techniques, expertes, entrepreneuriales, financières, clientélistes, administratives, régionales, familiales, amicales, corporatistes ou individuelles, et quelles dimensions donnent-elles aux relations et aux rapports de force internes à une société ? Quelle est la part de violence, que celle-ci relève du droit, du consensus ou des règles de l'économie capitaliste ?

L'idée de la présentation est d'analyser l'architecture et l'urbanisme dans le contexte néolibéral comme un art de gouverner qui entend cantonner et façonner les interventions selon les normes du « privé », du marché et de l'entreprise, y compris lorsque les interventions et les projets sont « publics » (à travers les règles du new public management, le développement de partenariats divers entre public et privé, l'institution de règles favorables à l'entreprise et aux mécanismes de marché, l'établissement de règles du jeu conformes aux demandes du secteur privé).

12h30

Nadia Tazi

Collège International de Philosophie

Le politique à l'épreuve de l'espace en islam : entre désert et harem

Je me propose de faire un peu « d'histoire conjecturale » : montrer d'abord, archéologiquement, les incidences du désert, entendu comme territoire d'exception, sur le politique en terres d'islam. Ou comment ce type d'espace marqué par la disjonction et par l'extrême induit immanquablement une sociabilité et un ethos aristocratiques, réfractaires au consensus que préconise la dogmatique islamique. Je m'appuierai notamment sur la « géopolitique » d'Ibn Khaldoun opposant le bédouin « nerveux, fier, endurci », « plus apte à la domination et réfractaire à toute autorité », au citoyen : cultivé et paisible, mais qui ne tarde cependant pas à se laisser gagner par la mollesse et le luxe au point de devenir « comme des femmes et des enfants qui dépendent du chef de famille » ; autrement dit de souscrire au schème despotique. L'histoire avance cycliquement dans l'alternance de ces deux cultures politiques, à la fois antinomiques et interdépendantes. Elles peuvent être l'une et l'autre pensées à partir de l'espace plutôt que du temps, ou de l'histoire (que fétichisent tant d'islamistes aujourd'hui).

D'un côté, il y a le grand Dehors qui fait figure d'absolu et qui induit la dépense, le dépassement, l'anarchie couronnée des tribus. De l'autre, le repli dans un Dedans dévorant, qui étend l'espace inviolable du domestique à l'ensemble de la cité : informée par une série de résonances entre le haut et le bas, celle-ci s'est soumise aux « maîtres de maison », aux petits et grands despotes. Elle a policé sa civilité (savoirs et raffinements divers) sans forger de citoyenneté. Je conclurai sur le printemps arabe qui, si éphémère soit-il, a recouvré un espace citoyen, et mis en échec aussi bien la fitna (sédition) et ses enchantements virilistes que le harem, ses défenses et ses murs.

13h00

Séance de questions et débat

13h30

Pause déjeuner

14h30

Paul Chemetov
Architecte - Urbaniste

L'architecture du grand nombre et la politique moderne

Le thème « Architecture et politique » ne saurait se confondre avec « Architectes et pouvoirs ». Écartons tout d'abord la question du style. Ce n'est pas parce qu'on parle d'architecture empire ou d'architecture fasciste que l'on évite les pièges de la contemporanéité.

Piacentini et Terragni travaillaient tous deux sous le gouvernement de Mussolini à des projets vantés par le régime. Leurs opinions étaient – on l'espère pour eux – fascistes, mais leur projet n'était pas le même. La *via della Conciliazione* n'a pas la Casa del Fascio comme point de mire.

Architecture et politique donc. L'architecture et la politique moderne ont un même sujet : le grand nombre. Leur attirance réciproque a cette même matrice. Le suffrage universel va de pair avec le logement pour tous, l'école pour tous et la santé aussi, matérielle ou morale, par le sport et la culture. C'est un projet nouveau. Dans Apollon et la Démocratie, Walter Gropius théorise la république de Weimar et le Bauhaus. Rencontre inopinée. La condition publique de l'architecture est établie. Elle a pour projet la transformation comme la représentation du monde matériel bâti, et par cela même des usages, des pratiques et des représentations de la société des hommes.

La politique moderne a le même projet, tout au moins dans sa mouvance post marxienne, certains des architectes modernes pensaient même que la subversion politique allait de pair avec les formes qu'ils exploraient. Ce rapprochement ne peut s'accomplir – tout au moins je le pense – que dans l'alliance nouvelle de la politique, de l'éthique et de la culture que réclamait Gorbatchev, constat amer sur les tares du système qu'il tenta de réformer.

C'est la poursuite du projet commun que réclame le titre « Architecture et politique ». A contrario le seul volontarisme n'est pas un projet, pas plus que l'image n'est un projet mais un objet parmi d'autres. Perec parlait des choses. L'architecture de la société consumériste, celle du renouvellement accéléré des objets et des affects n'est pas politique au sens critique du Principe Espérance d'Ernst Bloch revendiquant l'utopie contre l'absence du futur.

La relation possible ou éventuelle de l'architecture et de la politique suppose des citoyens et non des sujets. Des animaux démocratiques, politisés, donc, qui ne sont pas nourris par le pain des seuls jeux.

Les jeux de l'architecture n'amuse que la bureaucratie, constatait Gian Carlo di Carlo, il y a plus de trente ans, à la Biennale de Venise. Nous en sommes là.

E pur si muove !

15h00

Laurent Salomon et Judith Rotbart
ENSA de Paris-Belleville et ENSA de Normandie

Essai sur la fonction de la forme dans la représentation d'un projet politique

Texte en attente de communication

15h30

Philippe Sers

Philosophe et critique d'art, Professeur au Collège des Bernardins

Utopie sociale, utopie prophétique

Après 1917 en Russie, l'intelligentsia et le monde de l'art accueille favorablement les renouvellements apportés par la Révolution d'Octobre, non seulement parce qu'ils y voyaient la réalisation possible des utopies sociales et architecturales, mais aussi parce que des artistes, des philosophes et même des théologiens y voyaient les prémices d'une révolution spirituelle. On s'interrogera sur cet entrecroisement dans la tradition russe des utopies sociales et des utopies prophétiques (au sens biblique du terme) et sur le sens profond du terme d'utopie en analysant certaines propositions de la culture contemporaine jusqu'à nos jours – du Monument à la Troisième Internationale de Tatline au Poïpoïdrome de Filliou en passant par les Utopies réalisables de Friedman – pour les confronter à la grande tradition spirituelle.

16h00

Michel Huet

Avocat, docteur en Droit, membre de l'Académie d'architecture

La danse du droit : miroir et outil des politiques architecturales et urbaines en France

Le Droit dominant (celui de la construction et de l'urbanisme) n'a pas considéré l'architecture comme un objet spécifique. Seuls quelques textes législatifs ou réglementaires épars ont pu évoquer, à la marge, cette discipline. Pourtant l'architecture et l'urbain sont éparpillés au cœur de la division du travail (Droit privé et Droit public), et alimentent ce que l'on a, aux lendemains de la seconde guerre mondiale, dénommé Droit de l'urbanisme, Droit de la construction ou même Droit immobilier, et, plus récemment, Droit de l'environnement. Pourtant, alors même que la création est depuis la Révolution française au cœur du processus d'élaboration du projet architectural et du projet urbain, le droit d'auteur, parfois dénommé droit de la propriété littéraire et artistique, reste le fondement essentiel de ce que j'ai dénommé dans mes ouvrages « Droit de l'architecture » et « Droit de l'urbain ».

Ce premier constat révèle en soi la place que les pouvoirs politiques ont entendu donner à la maîtrise des espaces publics et privés sur ses territoires.

La modernité du Droit consiste à aborder l'architecture et l'urbain à l'aune du politique en davantage en fonction du temps que de l'espace, parce-que le Droit n'est plus seulement mobilier ou immobilier mais « mobile ».

J'esquisserai cette nouvelle architecture du Droit à travers la valse en trois temps du Droit avec la politique.

16h30

Séance de questions et débat

SAMEDI 2 JUIN

10h30

Álvaro Sevilla-Buitrago

Escuela Técnica Superior de Arquitectura de Madrid – Universidad Politécnica de Madrid

Prométhée dans les villes : donner aux citoyens le contrôle de l'espace

Après plusieurs décennies de controverse, les chercheurs en sciences sociales semblent être parvenus à se mettre d'accord sur un point que tout architecte serait prêt à défendre, un point que la discipline architecturale s'est efforcée de préserver à l'époque moderne : le fait que l'environnement bâti joue un rôle actif ; que bâtiments, espaces et structures urbaines influencent les styles de vie, les modulent, les canalisent – qu'ils dirigent les comportements.

Pourtant, alors que les architectes n'ont aucun mal à accepter cette hypothèse, rares sont ceux qui sont prêts à en assumer les conséquences. Si l'architecture et la ville sont des matériaux sociaux, elles sont aussi des instruments politiques. Si elles ont un impact sur notre vie sociale, alors nous devons nous demander de quel type d'impact il s'agit, de quelle manière il est lié à des projets hégémoniques plus larges, quel rôle jouent les architectes en tant que producteurs et l'architecture en tant qu'intervenant dans ces dynamiques, comment enfin architectes et architecture peuvent contribuer à donner le contrôle de l'espace aux citoyens. Or l'architecte a trop souvent tendance à se réfugier derrière l'impartialité technique ou la créativité artistique, oubliant au passage qu'il reproduit l'acte politique central de l'architecture moderne : en présentant des pratiques politiquement significatives comme des actes neutres, l'architecture participe comme par inadvertance au gouvernement des êtres sous couvert d'administration des choses, et par conséquent s'accommode de l'hégémonie sociale. Une architecture authentiquement engagée dans des projets émancipateurs se doit de déconstruire ce discours dans la pratique professionnelle, la production théorique et les activités d'enseignement au travers d'une critique historique qui retrouve la voie perdue des meilleurs moments de la discipline et dénonce ceux dans lesquels elle a été détournée par des stratégies de dépossession et de paralysie.

11h00

Gilles Montmory

Direction du développement urbain d'Ivry-sur-Seine

Ronde bosse et ronds de jambe : vers une architecture de complaisance ?

Le projet urbain, comme le projet architectural, n'installent pas mécaniquement une dynamique, un enthousiasme, une adhésion. Ils génèrent même souvent une très forte inertie, des blocages, et véhiculent les tensions locales.

L'irruption des normes environnementales et de la démocratie participative, les deux dernières lunes de l'aménagement, irritent ou désespèrent parfois le monde de l'architecture.

Pourtant l'enjeu essentiel de la maîtrise d'œuvre est sa capacité à reformuler la commande de la maîtrise d'ouvrage, qui n'est que problématiques et contraintes.

La résistance au projet, le poids des normes ne sont-ils pas intrinsèquement liés à tout processus de création ? La contrainte n'est-elle pas le lieu d'innovation majeure de l'expression architecturale ?

La réponse de l'architecte, quelle que soit l'époque ou le contexte, aura toujours la même finalité et le même objectif : la production d'espaces à vivre.

Mais ces espaces changent de nature : ils sont moins des volumes que des lieux, des connections, des possibles, des interstices d'une ville qui se dilate avec la mobilité, l'Internet, la reconstruction de la ville sur la ville. Symbole de la vie sociale, l'équipement public devient un « hub » de services, et l'habitat un nid réduit à ses fonctions techniques de repos.

L'espace public, avec sa plasticité, sa modularité et sa réversibilité, sera-t-il l'éternel refuge du renouvellement de l'architecture, le lieu autour duquel va se recomposer la ville ?

11h30

Alain Arvois

Docteur en science politique

**Ceux qui parlent d'architecture
sans parler des conditions réelles du logement
parlent avec un cadavre dans la bouche**

Sous le titre générique d'architecture et politique une condition normative s'impose nécessairement : celle de fixer, fut-ce provisoirement, une définition du fait architectural ainsi qu'une définition resserrée de cette nomination indistincte : le politique.

Je ne pourrais donc traiter le sujet. Pour autant je voudrais essayer d'en cartographier rapidement le territoire. Car c'est en lui et uniquement en lui qu'une configuration spécifique et particulière de la question du rapport actuel entre architecture et politique peut être située.

Ce sera à la question du logement en France que je me référerai. Dans un premier temps, je rappellerai ce qu'il en est du temps et de l'espace de la métropolisation, temps de la mort des villes et du règne de l'urbain pour reprendre ici d'un trait une formule de Françoise Choay.

En tout état de cause c'est dans ce mouvement planétaire et sauvage de l'émergence de l'urbain général, dans la forme monstrueuse de la métropolisation – de la mondialisation – que l'architecture comme le politique sont, au présent, appelés à comparaître, et en quelque sorte exposés.

Je tenterai dans un second temps de restituer ce que d'exigence critique un tel devenir de l'urbain impose à la discipline dite « architecture » pour se refonder et se repenser politiquement. Je le ferai en questionnant ce qu'il en est du singulier silence entourant en France, ici et maintenant, ainsi que le développement de l'habitat dit « péri-urbain » : la forme même de la « métropolisation », de l'informe urbain et de l'immonde politique dans l'abandon consommé du projet de Cité.

12h00

Virginie Picon-Lefebvre

ENSA Malaquais

**Des Halles de Napoléon III à celles de Delanoé :
les visions politiques de l'architecture du cœur de Paris**

Du projet de Baltard à celui de Seura-Mangin, le site des Halles a connu des interprétations politiques fort diverses de la notion d'architecture de l'espace public au cœur de la capitale. La communication s'intéresse à la manière dont sont conçus ces espaces, en comparant les projets successifs portés par l'Etat ou la ville sur le quartier des Halles. Ces projets, dont les programmes varient dans le temps, correspondent à des interprétations successives de la nature des espaces ouverts de la ville. Entre les projets de Baltard et Seura-Mangin, on analysera les projets de l'Apur, notamment une mégastructure publiée dans Match en 1967, qui va de la Bourse du Commerce au site de Beaubourg, et le projet, pratiquement détruit aujourd'hui, de Vasconi-Pencreach pour le Forum et d'Arretche pour le jardin, qui posent d'autres jalons de l'histoire de la pensée urbaine.

Pour comprendre les projets sur les Halles, une analyse du discours politique s'avère indispensable. Ils sont en effet le reflet fidèle des visions politiques sur la forme urbaine, sur sa fonction symbolique et ses usages socio-économiques. Ces visions s'incarnent dans les représentations, comme dans les réalisations. Elles éclairent la question du rapport aux publics, comme celle de la difficile évolution du discours sur la ville. Enfin, elles s'imposent aux architectes et aux urbanistes.

12h30

Jana Revedin

Blekinge Institute of Technology

La démarche durable: du « *sustainable mapping* » au projet

« Ne regardez pas ce que je fais. Voyez ce que j'ai vu. »
Luis Barragán

Aujourd'hui la moitié de la population mondiale réside en zone urbaine, et la majeure partie de la population des pays en développement vit dans des habitats « informels » qui, bien que très loin des normes occidentales de confort, génèrent une foule de solutions étonnamment créatives pour un développement accessible, durable et humain. Ainsi, un demi-siècle d'enseignement de l'architecture semble avoir débouché sur la constatation que, contrairement à ce qu'avait prédit le Style international, la planification urbaine n'est pas « zonable » et que les solutions occidentales high-tech à consommation d'énergie nulle ne parviennent ni à préserver l'équilibre démographique de nos villes, ni à faire coexister pacifiquement nos populations.

Au cœur du concept du scénario qu'elle imagine dans *Wie, wenn wir alle ärmer würden ?*¹ (« Que se passerait-il si nous nous appauvrissions tous ? »), écrit durant la première grande crise écologique mondiale des années 1970, Luise Rinser cite Willy Brandt, qui disait que « la force morale des individus ne se manifeste pas dans le noble programme d'un parti, dans une gouvernance politique, dans une élite intellectuelle ou technique, mais dans la disposition au *Mitleiden*, à l'engagement – dans la capacité à aider ceux qui en ont besoin – et dans la tolérance à l'égard de l'Autre. Comprise de cette façon, la paix n'est pas un état de fait, mais une *Lebenshaltung*, une manière de vivre² ».

Alors que notre société évolue de plus en plus vers la connaissance et l'intégration, vers des économies circulaires et économes en énergie, nous ne pouvons laisser l'enseignement intégré et multidisciplinaire de l'éco-conception prétendre que l'architecture et la planification urbaine se mesurent uniquement en termes de normes technologiques ou de solutions rigides et uniformisées.

La durabilité relève d'une responsabilité socio-politique qui doit faire face aux nouveaux défis auxquels l'humanité est confrontée : la fourniture de logements décents pour une population mondiale en rapide expansion ; la nécessité de comprendre, de prendre au sérieux et de mettre aux normes les habitats « informels » du monde entier ; la création d'espaces partagés qui utilisent les moyens les plus simples pour faciliter la communication et la compassion, ou, pour le dire autrement, la « civilité ».

Nous examinerons les méthodes permettant d'adopter une pratique architecturale socialement responsable à partir de l'expérience de recherche et développement que nous avons menée dans le quartier des éboueurs Zabbaleen du Caire, un tissu urbain mêlant étroitement espaces d'habitation et espaces de travail industriel qui a vu le jour dans les années 1950 sur le site d'une ancienne carrière creusée dans la colline du Moqattam. Initiée dans les années 1980 par des ONG locales, cette expérience entre aujourd'hui dans une deuxième étape.

¹ Luise Rinser, *Wie, wenn wir alle ärmer würden ?*, éd. Percha am Starnberger See : R.S. Schultz, 1974.

² Willy Brandt, Déclaration gouvernementale, Bonn, 18 janvier 1973.

13h00

Séance de questions et débat

13h30

Pause déjeuner

14h30

Jean-Christophe Bailly

ENSNP de Blois

Forme, champ, connexion pour une architecture réintégrée

Le mouvement moderne en architecture n'est pas analysable hors de ses liens avec la tension utopique d'un projet de refonte de la forme sociale. Ce qui caractérise la sortie du moderne, c'est moins une nouveauté formelle (même si celle-ci existe) qu'un abandon de la tension utopique. Or cet abandon, qui pourrait passer pour une forme de résignation empirique raisonnable, comporte aussi les éléments d'une dissolution de la forme architecturale et, surtout, des conditions de son intégration dans un paysage qui semble évoluer hors de la sphère du projet, comme un pur emballement.

L'architecture en tant que telle n'a pas vocation à inventer la forme sociale. Pourtant elle la module et la transforme. A l'ère du basculement intégral vers l'urbain, ses pouvoirs de modulation semblent se réduire comme une peau de chagrin. Quels seraient aujourd'hui les possibilités et les échelles d'un redéploiement de la donne utopique sur le monde de la construction ? Le but n'étant pas de donner du champ à la nostalgie, mais de dégager des espaces d'intensité capables de retendre et d'ouvrir les formes de l'assemblage humain, aujourd'hui vouées au cloisonnement, à la dissémination et à l'inconsistance.

15h00

Yann Moulier Boutang

Economiste et essayiste français

Pour une archi-tectonique contemporaine de la ville et de l'*oikos*

L'architecture toute seule puis en association avec l'urbanisme à partir de l'âge moderne (la Renaissance pour faire vite) a constitué une puissante expression de l'ordre politique, d'un ordre politique allant bien au delà de sa revendication ou de ses légitimations religieuses, philosophiques ou idéologiques,

Très au-delà du crayon du créateur, du dessein du souverain, ou de l'expression formelle du *zeitgeist*, du designer de l'habiter, l'architecture repose sur l'activité humaine, sur ses métamorphoses. « Comme on fait son lit, on se couche » dit le proverbe. « Comme on construit son toit, comme on bâtit sa ville, on existe et on produit » a-t-on envie de compléter.

Les soubassements de l'activité humaine changent de paradigme avec la dimension écologique et avec la puissance pollinisatrice de l'interaction amplifiée en bien comme en mal par le numérique.

Ce continent devenu visible ne se contente pas de bousculer les échelles économiques, il entre en collision avec les vieilles plaques de la ruralité et de la ville médiévale, européenne, et avec celle de la modernité industrielle. La surélévation de vieux plateaux rabotés de l'invention par le bas (*bottom-up*) chère aux théories économiques de l'innovation émergente (Saras Sarasvathy) ou à l'invention populaire chère à Charles Jencks entraîne une précipitation dans les abysses la planification moderne sans pour autant que cessent la fascination ou le vertige des profondeurs qu'elle suscite encore. Quelles énergies nouvelles, quels vecteurs ou quelles veines des matériaux réclament de nouveaux savoirs, de nouvelles boussoles et échelles ? Nous essaierons de proposer quelques pistes pour une architecture tenant compte de la dérive des continents du capitalisme et de la tectonique des plaques. Il s'agira de dresser un premier inventaire des corrélats architecturaux et urbains caractéristiques de la métamorphose actuelle – qu'elle soit désignée « capitalisme cognitif »¹ ou « 3ème révolution industrielle »² – comme la conjugaison de la transition écologique et de la révolution du capitalisme.

Cette contribution s'inscrit dans le prolongement de notre contribution à l'Exposition Mutations (Bordeaux, 2000), de notre article dans la Revue des Cahiers de la Recherche architecturale³ et de notre contribution au catalogue de l'exposition du Musée Louise à Copenhague de 2011⁴.

¹ Yann Moulier Boutang, (2007) *Le capitalisme cognitif, la nouvelle grande transformation*, Editions Amsterdam, Paris et *L'abeille et l'économiste*, Carnets Notrd, Paris, (2010)

² Jeremy Rivkin, *The Third Industrial Revolution: How Lateral Power Is Transforming Energy, the Economy, and the World*.

³ (2003) «Habiter la mutation, Des ruines de la vieille économie politique au nouveau paysage de la ville des savoirs », communication aux Rencontres Thomas More, Couvent de la Tourette, in *Cahiers de la Recherche architecturale*.

⁴ « Architectures et cités Pollen, Wiki architecture et noopolés dans le capitalisme cognitif : notes manifeste », in *Frontiers of Architecture III-IV , Living*, Louisiana Museum of Modern Art, Exhibition, 1 juin-2 octobre, 2011, pp. 106-111.

15h30

Andrea Branzi

Architecte, Italie

Dix modestes propositions pour une nouvelle charte d'Athènes

1. La ville comme favela high-tech.
2. La ville comme ordinateur personnel tous les vingt mètres carrés.
3. La ville comme lieu d'hospitalité cosmique.
4. La ville comme espace plein climatisé.
5. La ville comme laboratoire de génétique.
6. La ville comme plancton vivant.
7. Chercher des modèles de faible urbanisation.
8. Instaurer des frontières floues et franchissables.
9. Réaliser des infrastructures légères et réversibles.
10. Accomplir de grandes transformations au travers de microprojets.

Ces projets ne sont pas destinés à être réalisés.

Il ne s'agit pas d'utopies pour la ville de demain, mais de réflexions sur la ville actuelle.

Le monde a changé, mais la culture de projet n'a pas évolué.

Aujourd'hui la ville n'est plus un ensemble de boîtes architecturales, mais un territoire d'hommes, d'équipements, d'informations, de relations immatérielles.

Les modèles de faible urbanisation essaient de faire coexister architecture et agriculture, technologie et météorologie, vaches laitières et vaches sacrées.

Nous vivons dans un monde dépourvu de côté extérieur, ni politique ni géographique ; un monde global composé de la somme de nombreuses crises économiques et environnementales locales.

Un monde infini, mais pas définitif : illimité, mais avec des limites de développement ; monologique mais ingouvernable ; sans frontières, mais dépourvu d'image globale.

Un monde fait de nombreux mondes ; ennuyeux, pollué, un monde dans lequel toute chose fond et croît ; pour survivre, il doit se réformer jour après jour par de nouvelles lois, de nouveaux statuts, de nouveaux projets afin de gérer le caractère incontrôlé de sa propre activité induite.

Chaque intervention doit être réversible, incomplète, élastique, parce que ce qui est définitif est dangereux. Un monde infini dont l'espace est occupé par les corps de sept milliards d'individus, par les flux d'informations et par d'innombrables marchandises qui génèrent des cercles, des agrégats et des vibrations qui emplissent la totalité de la scène urbaine.

La seule réforme possible de la ville doit être recherchée dans les espaces interstitiels, dans les économies familiales, dans les relations humaines ; dans notre propre cerveau.

16h00

Daniel Chain & Jorge Sabato

Architecte, Ministre du Développement Urbain
Architecte, Sous-Secrétaire de l'Urbanisme, de l'Architecture et des Infrastructures
Gouvernement de la ville autonome de Buenos Aires

Politique pour une nouvelle centralité à Buenos Aires

Le principal objectif du nouveau centre administratif de la ville autonome de Buenos Aires est de centraliser dans le sud-ouest de la ville l'ensemble des bâtiments officiels actuellement dispersés dans le centre-ville.

La création de ce centre politique et administratif renforcera la politique d'investissement public dans le sud de l'agglomération, qui constitue aujourd'hui une zone sociale et économique défavorisée. L'objectif est de promouvoir un développement humain et économique équilibré à même d'éviter et de compenser les inégalités dont souffre ce secteur. Ce nouvel ensemble permettra en outre de donner naissance à une ville intégrée et polycentrique.

Afin de combler le retard de ce quartier, nous avons, au cours de la première période de notre gestion, déplacé vers le sud certains ministères et procédé à une série d'interventions urbaines telles que la rénovation des espaces publics, l'installation d'entreprises productives et de centres culturels ainsi que l'amélioration des transports desservant le secteur.

L'installation des services gouvernementaux dans cette zone permettra non seulement de rénover le quartier, mais également de générer des interrelations entre les différentes administrations, ce qui améliorera la rapidité et la qualité du travail du gouvernement.

L'ensemble des bâtiments prévu exprimera ces objectifs de manière à la fois symbolique et emblématique, et préservera l'héritage urbain du quartier et de ses abords. Il sera fait appel aux normes les plus strictes en matière de construction écologiquement durable, la priorité étant accordée à la réduction de la consommation d'énergie, à la collecte et à l'utilisation de l'eau de pluie et à l'emploi de matériaux recyclés et biodégradables minimisant les substances toxiques ainsi que la contamination de l'eau et de l'air.

16h30

Séance de questions et débat

17h00

Clôture du colloque